Finafrica Bulletin

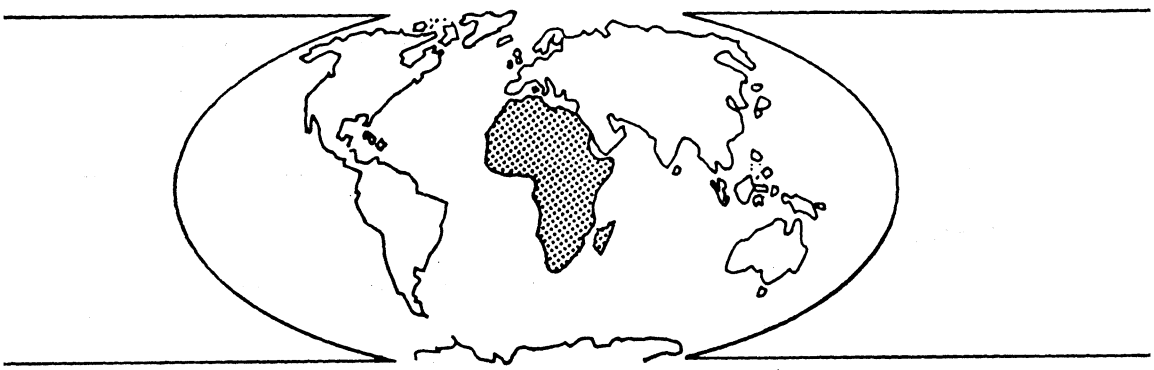


CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

2 - 1974 - I

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 11:38:06 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Finafrica Bulletin



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

2 - 1974 - I

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 11:38:06 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

BOARD OF EDITORS **CONSEIL DE REDACTION**

MANAGING EDITOR DIRECTEUR

Arnaldo Mauri
(Università di Milano)

Francesco Arcucci (Università di Parma), Sergio Bortolani (Università di Urbino), Paolo Mottura (Università di Parma), Roberto Ruozi (Università « L. Bocconi »)

ASSISTANT EDITOR ASSISTANT DE REDACTION

Mario Masini
(Università di Genova)

Contents

FINANCIAL AND CREDIT PLANNING IN TANZANIA *by C. Caselli* . 57

THE CONTRIBUTION OF SAVINGS BANKS TO NATIONAL DEVELOPMENT IN ZAMBIA *by H. Greisinger and E. Pistora* 58

MONEY AND CREDIT IN AFRICA 68

ITALIAN SURVEY 70

AFRICAN SURVEY 76

BOOK REVIEWS 79

Sommaire

PLANIFICATION DES FINANCES ET DU CREDIT EN TANZANIE *par C. Caselli* 47

LA CONTRIBUTION DES CAISSES D'EPARGNE AU DEVELOPPEMENT NATIONAL EN ZAMBIE *par H. Greisinger et E. Pistora* 67

MONNAIE ET CREDIT EN AFRIQUE 68

NOUVELLES ITALIENNES 70

NOUVELLES AFRICAINES 76

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE 81

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 11:38:06 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Finafrica Bulletin

PLANIFICATION DES FINANCES ET DU CREDIT EN TANZANIE

1. Introduction

De nombreux pays du Tiers Monde, et surtout ceux qui ont obtenu récemment leur indépendance, ont tenté de sortir de leur état de sous-développement soit en adoptant des mesures d'ordre structural, comme la nationalisation de secteurs entiers de l'économie, soit en introduisant différentes formes de planification plus ou moins étendues, plus ou moins coercitives et à différents échelons de perfectionnement. Quoi qu'il en soit, cela a créé un peu partout des problèmes sérieux et des difficultés objectives d'ordre politique, en ce qui concerne, notamment, les compétences des programmateurs, l'autonomie vis-à-vis des organes des pouvoirs publics, la maniabilité de l'économie, la disponibilité de données de base et ainsi de suite. L'étude du cas concret de la Tanzanie présente à cet effet un intérêt plus général, car il s'agit d'un pays qui occupe, parmi les Etats africains, une place toute particulière en raison de ses conceptions politiques et des réalisations concrètes qui en sont le fruit. On ne peut arriver à comprendre l'assise institutionnelle du système économique tanzanien, pas plus d'ailleurs que celle de son système financier, si l'on ignore le fait que la Tanzanie se définit elle-même comme un « Etat socialiste ». Bien que cette qualification n'ait ni la même portée ni le même contenu idéologique que pour certains pays de l'Est européen ou pour certaines expériences du Tiers Monde (il s'agit essentiellement d'un socialisme non marxiste qui s'inspire des traditions de solidarité de la structure tribale), elle n'en joue pas moins un rôle appréciable.

On comprend donc l'importance qu'a prise depuis 1967 — année où a été publiée la « Déclaration d'Arusha », document fondamental exprimant l'orientation idéologique du pays — l'organisation de mécanismes de planification économique et financière qui aient non seulement une valeur indicative, mais qui soient autant que possible rigoureux et obligatoires pour tous les secteurs de l'activité économique.

La planification s'articule actuellement sur différents niveaux: tout d'abord vient le Plan de Développement Quinquennal, qui constitue le document fondamental et qui se traduit par la planification annuelle; celle-ci se décom-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

pose à son tour en budget de développement du gouvernement central, plan annuel global, plan des finances et du crédit et plan des devises.
Comme on peut le voir, le système du crédit y est directement impliqué et remplit une fonction précise dans le cadre de la planification générale. Il devient donc intéressant de se demander ce qui a amené la Tanzanie à opérer une planification financière, comment celle-ci s'est concrétisée, dans quelle mesure les réalisations ont répondu aux attentes, et quels sont les problèmes qui se présenteront dans le futur (1).

2. La planification

Ce n'est qu'à partir de 1967 que l'on tenta sérieusement de donner naissance à un système de planification, mais le caractère dépendant de l'économie tanzanienne rendait cette opération extrêmement difficile. Il n'était guère possible en effet de prévoir l'allure générale des productions agricoles pas plus, d'ailleurs, que celle des rapports commerciaux avec l'étranger, ce qui rendait pratiquement irréalisable la définition d'objectifs réels dans de nombreux secteurs de l'économie. De là l'importance extrême d'une planification financière qui favoriserait la réalisation de certains objectifs comme la croissance des investissements, la rationalisation des projets de dépense du secteur public, la réalisation des politiques de redistribution des revenus, l'optimisation de l'allure prévue de la balance des paiements, la meilleure répartition des investissements entre les différents secteurs économiques et les différentes zones géographiques.
Ce n'est toutefois qu'en 1970 qu'apparaît pour la première fois la planification annuelle et celle-ci comprend également un plan annuel du crédit et un plan annuel des rapports de devises avec l'étranger.
Une étude comparative entre les objectifs prévus par les plans et leur réalisation nous montre l'apparition récurrente d'écarts si considérables que

(1) Voici quelques notions préalables sur la structure du crédit en Tanzanie: le système bancaire au sens strict se compose de la *Bank of Tanzania* qui exerce toutes les fonctions typiques de la banque centrale, et de deux banques commerciales, la *National Bank of Commerce* qui est de loin la plus importante, par les moyens qu'elle administre aussi bien que par l'extension territoriale, et la *People's Bank of Zanzibar* qui exerce son activité exclusivement dans les îles de Zanzibar et de Pemba. Il existe par contre toute une série d'autres intermédiaires financiers. Rappelons parmi les plus importants la *Tanzania Investment Bank*, la *Tanganyika Development Finance Company* et la *East African Development Bank* qui s'occupent du financement du développement économique surtout dans le secteur industriel, la *Tanzania Rural Development Bank* qui accorde des crédits à l'agriculture et aux activités annexes, la *Tanzania Housing Bank* qui finance la construction, la Caisse d'Epargne Postale qui collecte les épargnes privées et familiales, les instituts de prévoyance sociale et les assurances.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

l'on pourrait douter de la validité et de l'efficacité des plans eux-mêmes. Ces écarts dépendent à la fois des difficultés concrètes que nous avons mentionnées plus haut et de certaines défaillances structurales du mécanisme de planification.

Avant de passer à l'analyse détaillée des plans annuels sous cet aspect, il sera bon de remonter brièvement au plan quinquennal et aux schémas de budget annuel qui sont à la base de la planification financière. Ceux-ci font en effet ressortir deux exigences que la planification financière devrait combler, à savoir: trouver les fonds nécessaires pour réaliser les objectifs du plan et employer à cette fin les instruments les plus appropriés.

3. Le plan quinquennal et les plans annuels

S'il est vrai que le plan quinquennal d'abord, et les plans annuels par la suite, ont fait ressortir le problème de la corrélation entre programmes d'investissement et sources de financement, il n'en est pas moins vrai que leurs lacunes sont l'une des causes premières des considérables écarts qui continuent à se manifester, quantitativement aussi bien que qualitativement, entre les flux financiers programmés et les flux effectifs.

Une première critique concerne l'approximation qui a caractérisé certains calculs économiques en ce qui concerne le budget de développement de l'Etat: d'après les évaluations effectuées, on estimait que 17% environ des financements proviendraient d'un reste de partie courante, 40% d'autres sources internes et le reste de l'étranger (2). Même à la lumière des événements successifs il ne paraît guère que ces estimations fussent fondées, surtout en ce qui concerne les financements extérieurs (3).

On peut adresser les mêmes critiques aux autres aspects du plan: on a tenu pour acquis, par exemple, que les investissements du secteur privé croîtraient à un taux annuel de 7%, sans faire aucune mention des sources de financement mais en les supposant toutes intérieures.

Le point d'interrogation principal concerne toutefois les estimations du secteur semi-public. En réalité, le plan d'investissement du secteur semi-

(2) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, Dar es Salaam, 1969, vol. I.

(3) J. LOXLEY, *Financial Planning and Control in Tanzania*, dans *Towards Socialist Planning*, Dar es Salaam, 1972, p. 60 et suiv.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

public, comme celui du secteur privé, ne contenait que des objectifs de principe. Lorsque le plan a été rédigé, on savait bien peu sur l'aptitude du secteur semi-public à produire du surplus ou à préparer et perfectionner des projets d'investissement. Aucun programme d'investissement n'avait été prévu pour les organismes semi-publics dans les activités de production, hormis les infrastructures. Bien que tout un volume du plan fût consacré aux projets détaillés, bien peu d'entre eux avaient été examinés suivant des critères commerciaux ou socio-économiques. De plus, à l'époque, le secteur public avait une capacité très limitée à entreprendre une étude critique de ce genre (4).

Le manque de précision du plan a entraîné deux ordres de conséquences indésirables: tout d'abord, de nombreux projets ont été mis à exécution sans avoir été évalués dans tous les détails et sans qu'on se souciât s'ils s'appliquaient bien à une stratégie de développement socialiste, uniquement parce qu'ils figuraient dans la liste du plan. En second lieu, le plan se révélait incapable d'élaborer des stratégies en accord avec les buts politiques indiqués sous les termes de « socialisme » et de *self-reliance,* ce qui, surtout dans le secteur industriel, a conduit les collectivités semi-publiques à miser sur les projets pour lesquels on avait prévu des investissements étrangers, voire même un *management* étranger. Ces dernières années, les banques, le Trésor et le Ministère de la Planification pour le Développement (Devplan) ont resserré leur contrôle sur les investissements, sur les prêts et sur les accords de gestion entre organismes semi-publics et entreprises étrangères, mais il s'agit d'un contrôle *ex post* qui ne s'exerce que lorsqu'un certain projet a été développé, ce qui a peu d'influence sur la sélection des projets dans la phase initiale. On sent donc nettement le manque d'une stratégie de choix des investissements clairement établie par le plan.

Un autre point extrêmement délicat de la planification est constitué par la balance des paiements. On avait formulé des prévisions détaillées sur l'allure des importations et des exportations en tenant compte d'une part des perspectives d'investissements dans tous les secteurs et d'autre part des prix mondiaux et des possibilités de production sur place de chaque produit; on avait fait également une tentative de prévision sur le comportement des

(4) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Economic Survey and Annual Plan 1970/1971,* Dar es Salaam, 1970, p. 89.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

parties invisibles et sur le solde de la balance des paiements. Cependant, chemin faisant, bon nombre de ces prévisions se sont révélées sans fondement à cause de l'imprécision des données sur les investissements, sur les besoins d'importation qui s'y rattachaient, sur les sources et les conditions de financement des projets. Ces lacunes sont devenues manifestes en 1970, lors de l'aggravation de la situation de la balance des paiements et ont conduit à la rédaction d'un plan annuel des devises qui se base sur des contrôles rigides.

Quant aux schémas annuels de budget, le problème principal concerne la difficulté d'effectuer un contrôle rigoureux des dépenses courantes. Il est, en effet, assez évident que les limitations prévues par le plan quinquennal ne sont pas réalistes, car on n'a pas suffisamment analysé les rapports entre les dépenses en compte capital et les dépenses courantes que celles-ci engendrent au fur et à mesure (5), de même qu'apparaît clairement l'insuffisance du contrôle sur les dépenses courantes. Les ministres pourraient en effet dépenser à l'excès et plusieurs mois s'écouleraient avant qu'on puisse s'en apercevoir. Bien que la banque centrale vérifie soigneusement tous les paiements, on n'a prévu aucun contrôle des pièces à justification pour établir si une certaine somme allouée a été véritablement inscrite au budget au poste indiqué et si les fonds sont immédiatement disponibles. Le contrôle de la *Bank of Tanzania* se borne à la position globale du gouvernement en matière de recettes et de dépenses et, le cas échéant, à la position de dépense de chaque ministère; ce qui fait que les allocations individuelles peuvent être largement dépassées et les fonds transférés d'un poste à l'autre sans que la Banque le sache ou, apparemment, s'en intéresse. Ceci se produit parce que l'on présume que les contrôles sont du ressort du Trésor, mais, étant donné que les organes préposés agissent avec une extrême lenteur, ces contrôles sont pratiquement inexistants et une vaste sphère d'activité reste en dehors des rouages de la planification financière.

Un autre problème qui surgit lors de la préparation du budget concerne la répartition des fonds entre les différents ministères. Cette opération se déroule actuellement à travers une série de négociations, généralement officieuses, entre les différents ministères, le ministère du Trésor et de Devplan. Le Trésor établit des plafonds pour les dépenses courantes et le Devplan

(5) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan 1971/1972*, Dar es Salaam, 1971, p. 15.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

pour celles en compte capital. Etant donné le manque de formalité de la procédure, le résultat final est nettement influencé par les personnalités qui y sont impliquées à tous les échelons et par le degré d'efficacité de chaque ministère. La marge d'arbitraire qui s'ensuit pourrait être réduite si le gouvernement s'appliquait à établir des critères précis d'estimation des investissements. Or, il n'existe aucun critère systématique pour l'estimation des projets, et même s'il y en avait un la plupart des ministères ne sauraient préparer des études détaillées sur les possibilités de réalisation des projets et le Devplan ne serait pas en mesure de faire une estimation de ces projets. Ajoutons cependant que beaucoup de progrès ont été faits cette année pour introduire des équipes de planification auprès des ministères et pour opérer une certaine décentralisation, mais le problème des critères à adopter pour les dépenses courantes demeure encore sans solution.

4. Les plans annuels du crédit

Le rôle du système bancaire dans la planification, et notamment celui de la *Bank of Tanzania,* n'a jamais été considérable avant 1970. Sous certains aspects même, on pourrait s'étonner qu'un pays qui prétend s'inspirer des principes des économies collectivisées ait préféré, en ce qui concerne ses choix monétaires et l'aménagement de l'appareil de crédit, reproduire le modèle de banque centrale des économies non collectivisées en l'adaptant aux conditions de sous-développement.

Comme chacun sait, dans presque tous les pays socialistes, la nationalisation du système bancaire a été immédiatement suivie par la création d'une institution unique réunissant en soi les fonctions de banque d'émission, de banque commerciale et d'organe de contrôle sur l'exécution des directives du plan (6).

N'oublions pas, cependant, qu'une telle solution implique un haut degré de concentration des décisions économiques encore inexistant en Tanzanie. D'autres difficultés surgissent ensuite du fait que les plans qui régissent l'activité du secteur public ne sont pas obligatoires, tandis que le secteur privé et le secteur coopératif manquent pratiquement de planification; il

(6) Dans l'abondante bibliographie sur la matière, voir: CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE, *Il sistema monetario e creditizio dell'Unione Sovietica,* Milan, 1970; G. GARVY, *La banca e il credito nell'Europa Orientale e nel quadro delle nuove politiche economiche,* dans Moneta e Credito, déc. 1966.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

n'existe pas de plans physiques détaillés et la planification financière est encore pleine de lacunes.
Dans cette situation, l'exigence fondamentale qui s'imposait était celle de pouvoir disposer d'un organisme particulièrement souple, capable d'exercer les fonctions d'une banque centrale tout comme dans les autres pays à économie décentralisée de marché.
Il faut toutefois reconnaître qu'à partir de la Déclaration d'Arusha on a vu s'amorcer un processus de modification progressive de la structure et des fonctions de la *Bank of Tanzania*. Jusqu'en 1969 la tâche principale de la *Bank of Tanzania* était moins celle de régler et de programmer le volume de crédit accordé au système économique, que celle de favoriser la formation de l'appareil de crédit en lui fournissant toute l'assistance nécessaire, même sur le plan financier. Toutefois, en 1970, lors de l'aggravation de la situation économique, due notamment au grave déficit de la balance commerciale et à l'expansion incontrôlée des crédits intérieurs (surtout de la part du gouvernement), la *Bank of Tanzania* a transformé radicalement sa politique en lui donnant une orientation de type restrictif. Par la suite cependant, les fonctions de contrôle monétaire, telles qu'on les conçoit traditionnellement, ont perdu une partie de leur importance pour céder la place aux tâches de planification financière.
Dans cette optique, la *Bank of Tanzania* devrait recueillir progressivement toutes les données nécessaires pour dresser un tableau des flux de fonds dans le pays, vu le manque total de renseignements fiables sur l'origine et l'emploi des fonds dans le secteur industriel et commercial. Elle devrait en outre préparer des prévisions sur l'allure des principales variables financières et vérifier statistiquement *ex post* le degré d'actualisation des objectifs formulés. Toutes ces données serviraient ensuite au Devplan pour la préparation de plans financiers annuels et pluriannuels.
Le rôle de la banque centrale ne se bornerait donc pas à la simple vérification des directives formulées par le Devplan et à l'application de sanctions éventuelles sur le crédit, mais il s'étendrait à tout le secteur de la planification monétaire et financière.
Les plans des finances, du crédit et des devises représentent sans doute, dans le cadre de la planification annuelle de 1971/72, un premier pas dans cette direction.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Le deuxième plan quinquennal consacrait un chapitre entier au financement des investissements, mais il ne traitait qu'indirectement le problème du crédit dans certains secteurs tels que l'agriculture, le bâtiment, l'industrie, etc. Il manquait d'une étude d'ensemble du rôle de la monnaie et du crédit dans l'économie tanzanienne et on n'y trouvait pas d'indications d'ordre quantitatif ou qualitatif sur le développement de l'offre de monnaie et sur le volume du crédit.

La décision d'adopter des plans annuels des devises et du crédit est née essentiellement du besoin d'assurer la compatibilité des objectifs de dépense du secteur public avec la stabilité du pouvoir d'achat intérieur et extérieur de la monnaie. Cette décision est aussi une tentative de créer un lien entre la planification à court et à moyen terme (7). Pour arriver à ce but le plan devrait s'élargir progressivement jusqu'à devenir un véritable tableau des flux monétaires programmés et des flux effectifs.

Etant donné la nature dépendante de l'économie tanzanienne, la valeur de prévision de ces plans est en grande partie indicative. On ne peut, par exemple, programmer rigoureusement les quantités produites en agriculture en raison des fluctuations saisonnières qui varient d'année en année et qui se répercutent sur les crédits qui y sont engagés.

Les principaux instruments mis en oeuvre pour réaliser ces deux plans sont les suivants:

a) contrôle de l'offre de monnaie;
b) contrôle de la répartition du volume total de crédit disponible entre le gouvernement et les autres opérateurs économiques;
c) contrôle sélectif du volume de crédit accordé à des opérateurs non gouvernementaux suivant une échelle de priorité qui tend à favoriser les secteurs produisant pour l'exportation et l'agriculture;
d) contrôle sur l'utilisation et la destination des fonds dans les établissements financiers autres que les banques commerciales;
e) contrôle du volume des prêts intersociétés;
f) contrôle sur les prêts étrangers à court, moyen et long terme;
g) contrôle rigoureux des changes en ce qui concerne les parties invisibles;
h) contrôle sur les importations de biens de consommation;
i) contrôle sur les recettes des exportations.

(7) THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan 1972/1973,* Dar es Salaam, 1972, p. 4.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Un rapprochement entre les indications du programme et les réalisations concrètes nous permet de constater qu'au cours des deux premières années d'application du plan presqu'aucun des objectifs fixés n'a été réalisé suivant les modalités voulues (8).

En 1971/72, l'écart entre programme et réalisation est dû surtout à la composante « Trésor »: l'excédent budgétaire de l'Etat ayant été inférieur aux prévisions à cause de la non réduction des dépenses courantes et de l'incidence de certaines dépenses dérivant d'investissements précédents. Les financements de l'étranger et de sources internes non bancaires s'étant maintenus en dessous des valeurs programmées, il s'ensuivit une augmentation inquiétante des financements de l'Etat par le système bancaire, tandis que les crédits à l'économie enregistraient un léger fléchissement.

En 1972/73, les divergences entre valeurs programmées et valeurs effectives sont encore plus marquées aussi bien sous l'aspect quantitatif que qualitatif, mais cette fois la situation est très différente par rapport à l'année précédente car c'est l'élément étranger qui crée les difficultés; l'amélioration des comptes avec le reste du monde a provoqué un afflux massif de devises et a alimenté une forte expansion de la base monétaire. Par contre, les prêts du système bancaire au gouvernement n'ont pas augmenté dans la mesure prévue et ont même manifesté une légère diminution, liée à l'intervention de certains facteurs imprévisibles tels que l'allure exceptionnellement favorable des recettes fiscales, la politique plus stricte des dépenses courantes, la souscription de titres de l'Etat de la part de bureaux et d'entreprises faisant partie de l'*East African Community* qui ont désinvesti leurs fonds de retraite précédemment placés en titres britanniques.

En 1972/73, le souci principal vient donc de l'augmentation excessive de l'offre de monnaie venant du secteur étranger: en effet le rythme d'expansion de la base monétaire enregistre chaque année des taux trop élevés. Cette augmentation des revenus réels, bien que nécessaire au début pour étendre l'aire monétisée de l'économie, semble avoir maintenant pour effet principal de faire monter le niveau général des prix.

Dans le cadre général, le plan du crédit apparaît comme une tentative louable d'intégrer la politique monétaire dans le système de planification, mais on

(8) Voir: BANK OF TANZANIA, *Economic and Operations Report*, juin 1972 et 1973; THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA, *The Annual Plan 1972/1973*.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

ne peut le considérer comme un aperçu complet des flux monétaires car il lui manque encore les données de base nécessaires.
Le point le plus faible du plan est de toute façon représenté par la difficulté de programmer avec l'exactitude voulue les flux financiers du secteur public et du secteur étranger; ceci est dû en partie aux difficultés de relèvement et de contrôle des données et en partie à l'impondérabilité de certaines variables comme les récoltes, les prix internationaux, etc. Une nette amélioration pourrait venir de la complète intégration des flux financiers du secteur semi-public dans la planification.
Un autre point faible du plan réside, sans aucun doute, dans le caractère incomplet des directives concernant le secteur semi-public. Le plan lui-même admet que la liste des projets à financer est incomplète et que nombre de ceux qui y sont inclus n'ont pas encore été approuvés; la même approximation caractérise les sources de financement et surtout les sources de financement extérieures. On s'efforce cependant d'améliorer le système de planification concernant tout ce secteur. Si les efforts dans ce sens aboutissaient, on parviendrait à éliminer une bonne partie de l'arbitraire et de l'ambiguïté qui existent dans les rapports entre le secteur semi-public et le système bancaire, surtout en ce qui concerne la *National Bank of Commerce;* un soin plus minutieux dans la rédaction des projets permettra à la banque de mieux exercer ses fonctions de contrôle.

5. Conclusions

La Tanzanie avance certainement à grands pas sur la voie de la planification et bien des changements radicaux se sont produits depuis l'époque coloniale. On a vu, notamment, s'arrêter le drainage des ressources économiques et financières vers l'extérieur, tandis que le mécanisme d'accumulation s'orientait vers le développement du pays en mettant l'accent sur le renforcement du secteur public. L'élimination des goulets d'étranglement, qui étaient l'héritage de l'époque coloniale, a introduit des éléments d'instabilité économique tels que l'inflation et les difficultés de la balance des paiements. Pour surmonter ces difficultés on a introduit, à côté des directives générales du plan quinquennal, des plans annuels plus minutieux et, notamment, les plans du crédit et des devises.
De nombreux problèmes sont encore loin d'avoir trouvé leur solution, comme on l'a vu aux paragraphes précédents, mais la question la plus grave, celle

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

qui au fond est à l'origine de toutes les difficultés, reste encore le manque de définition de la stratégie globale de développement du pays, des directives stratégiques pour les secteurs-clé du développement uni à l'insuffisance structurale des projets du secteur public. Cette image vague du rôle futur du pays et de son évolution économico-sociale est sans aucun doute responsable, plus encore que certaines défaillances techniques de l'échec partiel, des tentatives de programmation de ces dernières années et, en dernière analyse, des écarts qui se manifestent entre les objectifs programmés et leur réalisation.

Clara Caselli

FINANCIAL AND CREDIT PLANNING IN TANZANIA

SUMMARY

Since 1967, following the socialist options of the "Arusha Declaration", Tanzania has been trying to introduce and extend some kind of economic and financial planning to the entire economy.
Planning, which is subdivided into a Five-Year Plan and several annual plans (among which the credit one), has faced innumerable difficulties that may be ascribed, on the one hand, to the characteristics of the Tanzanian economy, and, on the other, to the deficiencies of planning itself: rough economic estimates, inaccurate investment choices, insufficient controls on government spending, inadequate knowledge of the state-controlled and co-operative sectors. These difficulties have often made it impossible to achieve the proposed goals and still weigh heavily on the working capacity of the recently adopted credit plans: there is no doubt however that they represent a considerable progress, since they lay the foundations towards the creation of integrated programmes of fund flows in the country for information and forecasting in order to take the appropriate steps in the economic and monetary fields.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Wed, 14 Jan 2026 12:02:11 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms